



Nos **MEILLEURS VŒUX** à vous toutes et tous

pour **2026**.

## LA UNE

### La terre des batailles

Si ce dernier jour de l'année est bien froid dans notre région, 2025 restera la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée sur Terre, à égalité avec 2023, selon l'observatoire européen Copernicus. "L'anomalie de température moyenne mondiale pour la période de janvier à novembre 2025 est de [...] 1,48 °C au-dessus de la référence préindustrielle de 1850-1900", avant que le climat ne se réchauffe sous l'effet de l'activité humaine. Le record historique appartient à 2024. En 2015, l'accord de Paris, signé par 195 pays, visait à limiter le réchauffement du climat à 2 C. Dix ans après, les résultats se font attendre. De quoi interroger l'efficacité des COP, dont la trentième édition s'est tenue à Belém au Brésil en novembre. Une des victoires de cette COP est la reconnaissance des droits – le droit du travail, mais aussi à la santé, l'éducation, la sécurité sociale – de toutes les personnes et pays qui vont devoir être accompagnés et soutenus dans la transition vers un monde durable. La prochaine COP se tiendra à Antalya, en novembre 2026. La Turquie la présidera, mais c'est l'Australie qui dirigera les négociations en elles-mêmes.



## CLIMAT

### Après la Journée mondiale du climat, le 8 décembre 2025

À l'occasion de la Journée mondiale du climat, créée en 2009 à l'initiative de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) et célébrée chaque année le 8 décembre, Météo-France a proposé [une nouvelle collection de contenus sur le changement climatique](#). "Il est urgent d'agir pour limiter le réchauffement de la planète. La preuve en chiffres : +1,4 °C de réchauffement au niveau planétaire, quasiment le double en Europe (+2,3 °C) et +1,9 °C pour la France hexagonale et la Corse par rapport à la période préindustrielle. Mobilisons nos ressources".

### Le Quizz Climat en cinq questions

1- **Quelle température moyenne** connaîtront nos petits-enfants en 2100 en France métropolitaine (*en nombre de degrés de différence par rapport à 1900*) ? + 4°.

Pour avancer de manière coordonnée sur le sujet de l'adaptation au changement climatique, la France se dote d'une [trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique \(TRACC\)](#). Dans le scénario retenu, le réchauffement atteint + 4 °C en moyenne sur la France hexagonale et la Corse en 2100 par rapport à 1900. Ce scénario prend en compte les politiques mondiales en place pour limiter les émissions de gaz à effet de serre résultant de l'Accord de Paris.

2- **Le changement climatique a de fortes conséquences sur le cycle de l'eau** et la ressource en eau disponible. Quel pourcentage du territoire a été concerné chaque année, entre 2017 et 2020, par des restrictions d'usages de l'eau ? **Plus de 30 %**.

Le [portail DRIAS-Eau](#) fournit un ensemble de données hydrologiques en climat futur et permet de visualiser, sous forme de cartes, l'évolution de la ressource en eau au plus près des territoires, à court, moyen et long terme. Tout comprendre sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau, [c'est ici](#). Près d'un tiers du territoire français est soumis chaque année à des restrictions en raison de la sécheresse.

3- **Les arbres de nos forêts dépérissent** en subissant des stress hydriques dus aux périodes successives de forte chaleur. Dans quelle proportion, leur mortalité a-t-elle augmenté en dix ans dans les écosystèmes forestiers français ? **80 %**.

La mortalité des arbres forestiers a augmenté de 80 % ces dernières années, selon l'[inventaire réalisé par l'Institut Géographique National](#) (voir particulièrement la page 30 dans le document en lien). En cause le changement climatique qui fragilise les arbres et les rend plus sensibles aux maladies fongiques et moins résistants face aux insectes phytophages, notamment les acolytes. Dans le Grand-Est, les épicéas plantés en plaine pourraient disparaître et les épicéas de montagne sont eux-mêmes fortement menacés. Mais toutes les essences d'arbres sont concernées. Les gros et vieux arbres, qui ont besoin de plus d'eau que les jeunes, sont particulièrement touchés. Si les arbres tentent naturellement de [s'adapter au stress hydrique](#), leur résilience n'est pas sans limite, ce qui a des conséquences pour les communautés humaines et le monde vivant.

4- **Le changement climatique a de fortes conséquences sur l'agriculture**. A combien chiffre-t-on les pertes agricoles au niveau mondial sur les trente dernières années ? **3000 milliards**.

L'agriculture est en première ligne des conséquences des changements climatiques. Vous pouvez vous-même faire ces observations dans le Grand Est : le rendement du blé stagne depuis 1990, les vendanges sont plus précoces de 15 jours en Champagne et de 20 jours en Alsace... On prévoit que la date de fauche du foin dans les Vosges serait avancée d'une vingtaine de jours entre la fin du XX<sup>e</sup> siècle et la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Les Chambres d'Agriculture de la Région diffusent un dossier, "[Le changement climatique pour l'agriculture du Grand Est](#)", pour accompagner la nécessaire adaptation. Si le monde agricole ne sait pas s'adapter, les conséquences économiques pour les producteurs (agriculteurs et éleveurs) sont nombreuses : pertes de rendement, difficultés à alimenter et abreuver les animaux, catastrophes sur des phénomènes météorologiques extrêmes... Selon l'ONU, les catastrophes naturelles et événements extrêmes liés au changement climatique ont coûté 3000 milliards de pertes agricoles au niveau mondial ces 30 dernières années.

5- **La marche, ça rapporte** et ses "externalités positives", c'est-à-dire les bénéfices que peut en retirer la collectivité, sont nombreuses. A combien chiffre-t-on les bénéfices nets que peut générer la marche chaque année en France ? **57 milliards**.

La marche, c'est tout bénéfique. C'est bon pour la santé, d'abord. Cela évite pour ses mobilités d'utiliser un moyen nuisible à l'environnement (bruit, pollution, embouteillages...). C'est bon pour le commerce local et le pouvoir d'achat, pour la sécurité des enfants et des personnes âgées. Pourtant, elle reste en partie invisible dans les statistiques et dans la planification des mobilités. [Une étude de l'ADEME](#) (Agence de la transition écologique) propose pour la première fois une vision complète et réaliste de la marche comme pratique quotidienne, qu'elle soit utilitaire, récréative ou simplement ordinaire. Cette étude chiffre également les bénéfices socio-économiques de la marche pour la société française. Le résultat est saisissant : les politiques publiques favorables à la marche généreraient 57 milliards d'euros de bénéfices nets chaque année.

Le **Réseau international des banques** centrales et agences de supervision bancaire (NGFS) rappelle que, si la lutte contre le réchauffement climatique a un coût, ce coût est largement inférieur à celui des dommages économiques et financiers induits par le changement climatique. [C'est à lire ici](#) (sur le site de la Banque de France).



## DEVELOPPEMENT DURABLE ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

### Une consultation des maires

[Les Shifters](#) mènent actuellement une grande consultation nationale des maires et des élus municipaux de France pour recueillir leur voix sur les enjeux climatiques et énergétiques de leur territoire, et présenter les résultats de façon apaisante dans le débat public. Il s'agit de mieux comprendre leur perception des enjeux, les motivations qui les poussent à agir, les freins qui peuvent les en empêcher, ainsi que leurs besoins pour aller plus loin. Lire [le communiqué de presse](#). [Consulter le questionnaire ici](#). Cette initiative s'inscrit plus globalement dans le cadre de la campagne "[Décarbonons la France !](#)" pour alimenter les débats en amont de l'élection présidentielle de 2027. [Participer](#).

### Les avis du CESER Grand Est

Le Conseil économique, social et environnemental de la région Grand Est (CESER) s'est réuni le 11 décembre 2025 et a adopté un [Avis sur le budget primitif 2026](#) et un [Avis sur la modification du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires](#) (SRADDET). Il a voté une [motion de soutien à l'Insertion par l'Activité Economique](#), menacée par le PLF 2025. Il s'est également penché sur la question de [l'égalité femmes-hommes](#) avec l'analyse des actions qui ont été menées dans le cadre du plan pluriannuel 2023-2025 et ses préconisations pour le nouveau plan 2026-2028.

### Projet de Service Express Régional Métropolitain (SERM) Lorraine–Luxembourg

Les Conseils de développement (Codev) lorrains ont adopté, le 24 novembre 2025, un avis collectif sur le projet de SERM Lorraine–Luxembourg. Cet avis est rendu suite à la saisine par l'équipe de préfiguration du projet. La contribution affirme la volonté des Codev de porter une parole partagée sur les mobilités du quotidien et d'accompagner un projet structurant pour l'avenir du territoire. L'avis souligne les atouts du SERM, mais aussi plusieurs conditions de réussite : une vision plus large et plus solidaire à l'échelle de toute la Lorraine, une gouvernance ouverte à la société civile, une clarification du financement. Les Conseils de développement rappellent enfin que le SERM doit être un levier d'aménagement équilibré du territoire, de transition écologique et d'amélioration concrète de la vie des habitants. C'est [ici en téléchargement](#). Pour rappel, [les trois projets de SERM dans le Grand Est](#).



## MOBILITES

### Les trains restent à la traîne

La relance du train de nuit se fait attendre au regard de ce qu'annonçait le gouvernement au sortir de la crise du Covid-19. Si le contexte semble favorable avec près de 114 milliards de [voyageurs-kilomètre](#), une hausse de 6 % par rapport à 2023 et de 14 % par rapport à 2019, l'un des parents pauvres du secteur ferroviaire de voyageurs semble être le train de nuit. [Lire l'article](#).

Fermetures des guichets en gare : quelles solutions ? Face à la multiplication des fermetures de guichets en gare et des solutions dématérialisées peu efficaces, la Fnaut (fédération des associations d'usagers) dresse un état des lieux et formule des préconisations pour éviter le désarmement des usagers. [Lire le communiqué](#). [Lire l'article](#).

[La Fnaut s'inquiète](#) de la série d'augmentations des tarifs sur le réseau Grand Est (cartes FLUO notamment), alors que le service diminue (extension de 7 à 15 semaines des réductions "estivales" de services et d'autres aménagements entravant les déplacements), mesures prises sans consultation des représentants des usagers.



## EMPLOI

### Salariés transfrontaliers : qui entre ? qui sort ?

Près de 3 500 résidents d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg ou de Suisse sont salariés dans le Grand Est. Ces flux, bien qu'en augmentation, sont très nettement inférieurs aux flux sortants. Pour un salarié venant d'un pays frontalier pour travailler dans la région, 60 font le chemin inverse. Les salariés frontaliers entrants proviennent en majorité du Bade-Wurtemberg et de la Wallonie. Ils travaillent le plus souvent dans le secteur de l'enseignement. C'est une [étude l'INSEE](#) qui nous l'apprend.

### L'alternance : idées reçues avant de se lancer

L'alternance est une chance pour l'étudiant et pour la société. Du bac+2 au bac+5, dans toutes les filières, l'alternance forme de futurs professionnels compétents, forts d'une expérience concrète et d'une vision claire du monde professionnel. C'est ce qui vous explique cette [vidéo You Tube de l'Unistra](#) (Université de Strasbourg)



## INEGALITES

### Discriminations dans l'emploi

"Plus de neuf personnes sur dix considèrent qu'il existe des discriminations dans l'emploi" et la jeunesse paraît plus "surexposée aux discriminations" qu'en 2016, quand elle recherche un emploi ou au cours de sa carrière, alerte la Défenseure des droits, Claire Hédon (10 décembre 2025). C'est ce qui ressort d'une [étude](#), menée avec l'Observatoire international du travail (OIT) auprès de 5 030 personnes âgées de 18 à 79 ans et basée sur des données comparées de 2016 et 2024. [Lire le communiqué](#). La plateforme d'accompagnement du Défenseur des droits sur les discriminations : par téléphone au 3928 ou par le tchat sur [antidiscriminations.fr](https://antidiscriminations.fr), les juristes du Défenseur des droits écoutent et accompagnent gratuitement les victimes de discrimination.

### Egalité des chances : mythe ou réalité ?

En 2025, l'égalité des chances n'a pas gagné de terrain en dépit d'un système de redistribution qui contribue à réduire les inégalités, notamment de revenus. Certaines inégalités se sont même aggravées. "L'ascenseur social" est-il pour autant "en panne" ? Le [Rapport annuel du CESE sur l'état de la France](#) propose d'éclairer le débat en s'appuyant sur plusieurs constats sectoriels (éducation, environnement, territoires, économie, travail, droits des femmes et égalité, Outre-mer) et de nouveaux "indicateurs de richesse".



## SANTE

### Inégalités dans la santé

Tabac, alcool, santé mentale, sommeil, sport... Les Français sont-ils en bonne santé ? [Une vaste enquête](#), publiée le 11 décembre 2025 par Santé publique France, apporte des réponses mitigées. Comme tous les deux ans, 35.000 Français ont répondu à des questionnaires détaillés. La majorité des personnes interrogées disent aller bien. Toutefois, ce constat recouvre des réalités très variables, en particulier selon le niveau social.

## Bénévoles pour la santé

Dans les instances de santé, des Représentants des Usagers (RU) portent la voix des usagers : plus de 600 RU siègent en 2025 dans les Commissions Des Usagers (CDU) des établissements sanitaires du Grand Est. Lors de son conseil d'administration du 16 décembre 2025, l'Observatoire régional de la santé Grand Est a tenu à [honorer l'engagement des bénévoles](#) au bénéfice de la santé pour tous. L'ORS a pris cette initiative à l'occasion de la Journée mondiale du bénévolat qui a eu lieu le 5 décembre 2025.

## Les infos de France Assos Santé Grand Est

[Les droits des patients à la portée de tous](#) (4 clips) ; [une offre de soins en cancérologie en danger](#) dans le nord du Bas-Rhin ; [soumettez votre témoignage](#) en amont des Assises régionales des représentants des usagers en santé.

## Les droits dans les lieux de privation de liberté

Les hospitalisations de patients en psychiatrie portent de "nombreuses atteintes" à leurs droits, alerte, le 11 décembre 2025, la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, dans [un rapport](#). Elle préconise notamment d'améliorer les procédures pour faciliter les recours des patients et de mieux former les soignants. La semaine précédente, le 4 décembre 2025, le Contrôleur général a publié un [avis relatif aux enfants privés de liberté dans les établissements de santé mentale](#). La prise en charge des mineurs est source de nombreuses atteintes à leurs droits.

## La Sécu sur le fil du rasoir

La loi de financement de la Sécurité Sociale, adoptée par l'Assemblée nationale le 16 décembre et [validée pour une grande part par le Conseil Constitutionnel](#) le 30 décembre 2025, est promulguée. L'objectif des dépenses maladie (Ondam) qui fixe le budget de l'hôpital (hausse de 950 millions d'euros), des Ehpad (hausse de 150 millions d'euros) et de la psychiatrie (alors qu'[en 2026 la santé mentale reste "grande cause nationale"](#)), augmentera autour de 3%. La suspension jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2028 de la réforme des retraites doit être compensée en recettes par une moindre revalorisation future des pensions et par des recettes nouvelles, notamment sur les revenus du capital et les complémentaires santé. Lire [l'analyse par le site d'information médicale Caducée](#) et la réaction de la FHF ([Fédération Hospitalière de France](#), 10 décembre).

**En ce qui concerne La branche Famille**, la suppression de la majoration des allocations familiales entre 14 et 18 ans provoque une réaction forte de l'Unaf qui estime que cela va se traduire par une perte de 900 € par an et par enfant ! Perte qui pourra même être multipliée par 4 pour certaines familles, voire plus. Cela ne compensera pas la bonne nouvelle qu'est la création du congé de naissance supplémentaire : un nouveau droit pour les jeunes parents. [Lire le communiqué de l'Unaf](#), 10 décembre 2025.

## Maisons Sport-Santé

Le rapport IGAS (Inspection générale des affaires sociales) et IGESR (Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche), publié le 2 décembre 2025, analyse le dispositif des maisons sport-santé (MSS) - mis en place en 2019 - et propose de faire évoluer leur pilotage, de les pérenniser et les développer, notamment en précisant certaines normes et en consolidant leur modèle économique. [Ici en lien et téléchargement](#).

## Nutrition - Santé

Dans la perspective de la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat, l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) ont évalué les deux programmes en vigueur : le 3<sup>e</sup> Programme national pour l'alimentation et le 4<sup>e</sup> Programme national nutrition santé. Cette évaluation vise à éclairer les prochaines programmations en analysant les réalisations antérieures au regard d'enjeux sanitaires, économiques et sociaux majeurs, tout en intégrant mieux la dimension environnementale et climatique. [Lire le rapport](#).

## Les effets protecteurs des vaccins

Si l'effet protecteur des vaccins sur la mortalité liée à la covid 19 est bien établi, certaines inquiétudes demeuraient dans une partie de l'opinion. Celles-ci devraient maintenant être toutes levées. Une étude de cohorte nationale portant sur 28 millions de personnes ne révèle aucun risque accru de mortalité toutes causes confondues à 4 ans chez les adultes âgés de 18 à 59 ans vaccinés. Au contraire, les personnes vaccinées présentaient un risque de décès inférieur à celui des personnes non vaccinées. Ces données confirment bien l'absence de signal de sécurité concernant la mortalité à long terme associée aux vaccins à ARNm largement utilisés dans le monde. [Lire l'article](#), sans oublier que la vaccination reste utile voire nécessaire avant de passer aux vœux de bonne année "et surtout bonne santé" !

## Kit de survie

"Tous responsables. Face aux risques, agissons !" Un [guide de survie](#) élaboré par le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN) a été publié sur les sites Internet des ministères concernés. L'objectif est de permettre à la population de se préparer à différentes catastrophes et de les appréhender dans les meilleures conditions, notamment en matière de santé, de sécurité et de confort.

## Vieillesse de la population, un défi pour les finances publiques

La région Grand Est fait face à une baisse et un vieillissement de la population, à une prévalence élevée des affections de longue durée et à une offre de soins de premier recours fragilisée par le manque de professionnels et les départs en retraite. Ces défis imposent de soutenir les dynamiques existantes et d'encourager de nouvelles initiatives pour garantir l'accès aux soins. L'ARS Grand Est place la coordination entre les professionnels et les structures de santé comme élément central et en parallèle, la Stratégie Ma santé 2022 généralise l'exercice coordonné des professionnels. [C'est à lire ici](#).

Vieillesse de la population, baisse de la fécondité... Quel pourrait être l'impact de l'évolution démographique sur les finances publiques ? [Un rapport de la Cour des comptes](#) préconise de mieux anticiper les effets des transformations démographiques en cours sur la programmation budgétaire.

Fondateur de l'Institut Santé, organisme indépendant de recherche sur les politiques sociales, l'économiste Frédéric Bizard promeut, dans [un rapport récent](#), une réforme globale de l'accompagnement du grand âge qui vise à satisfaire le désir des Français de vieillir chez eux. Mais aussi à dégager des économies d'argent public.

L'Uniopss, à travers son Centre de Ressources DLA, et l'association Recherches & Solidarités publient la 17<sup>e</sup> édition du [Bilan de l'emploi privé non lucratif sanitaire et social](#). Un bilan marqué par une légère progression de l'emploi salarié, dans un secteur médico-social qui demeure sous tension. Un bilan qui note que l'aide à domicile, pourtant essentielle pour faire face notamment au vieillissement de la population, reste en berne.

## Handicap

Alors que les départements réclament un rééquilibrage, entre eux et l'Etat, de la prise en charge de la prestation de compensation du handicap (PCH), la Cour des comptes, [dans un rapport rendu public le 3 décembre 2025](#), examine les pistes d'évolution d'une prestation jugée coûteuse et inéquitable. Lire l'article des ASH (Actualités Sociales Hebdomadaires).

## Action sociale de proximité

Quelles sont les initiatives prises par les communes et comment les maires se coordonnent-ils avec l'Etat et les départements pour répondre à la demande sociale de la population ? Quelles sont les répercussions des contraintes budgétaires actuelles sur les communes ? L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) a réuni [le 4 décembre 2025](#) les acteurs de terrain (collectivités locales, Etat, Sécurité sociale, monde associatif), afin de mieux comprendre l'action publique locale et ses limites, dans le champ des politiques sociales.



## DOSSIER

### LE PATRIMOINE EN HERITAGE

#### Les arts industriels lorrains

Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2026, le Musée des Beaux-Arts de Nancy vous ouvre les portes du passé avec "[Nancy 1925. Une expérience de la vie moderne](#)", une exposition événement présentée dans le cadre de *Métro'Folies*. Fruit de la collaboration entre le Musée des Beaux-Arts, le Musée de l'École de Nancy et le Musée Lorrain, elle retrace l'histoire et le renouveau des arts industriels lorrains dans l'entre-deux-guerres. Un siècle après l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes de Paris, Nancy célèbre l'audace, la créativité et la modernité qui ont marqué cette époque fascinante.

#### Architecture contemporaine remarquable

Créé en 2016, le label [Architecture contemporaine remarquable](#) (ACR) a remplacé le label "Patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle" pour mieux refléter la diversité et la vitalité des réalisations architecturales des 100 dernières années. Contrairement à un classement Monuments historiques, le label ACR est un outil qui permet l'adaptation des édifices aux besoins contemporains, tout en préservant leur qualité architecturale. À ce jour, près de 1800 édifices en France sont labellisés ACR. Il en est ainsi de la [piscine Lucien Zins](#) (dite du Vouldy) à Troyes.

#### Des sites emblématiques dans chacun des départements du Grand-Est

Le Loto du Patrimoine et la Mission Bern apportent leur soutien à la forge Valentin d'Outines, près du lac du Der (Marne). Témoignage de la vie rurale d'autrefois, cet atelier de maréchal-ferrant, bâti en 1897, a longtemps été au service des agriculteurs locaux. L'édifice en pan de bois et torchis est aujourd'hui en grand péril. Porté par l'Association des Amis d'Outines et de son église, le projet vise à sauver puis à valoriser ce patrimoine en créant un musée "vivant". Trois autres sites bénéficient également de l'appui du Loto du patrimoine 2025 en Champagne-Ardenne : la basilique Notre-Dame d'Espérance à Charleville-Mézières, la halle de Chaource et la commanderie de Mormant à Leffonds. [Quatre sites](#) (un par département) ont été sélectionnés en Lorraine, et [deux sites](#) en Alsace.

#### Maisons alsaciennes

Le patrimoine des maisons traditionnelles est constitutif de l'identité alsacienne et il est essentiel pour l'attractivité des villages. La Fondation du Patrimoine et la Collectivité européenne d'Alsace se sont associées pour constituer le Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, plus de 400 projets ont été soutenus, concernant 78 communes. Des labels sont décernés aux propriétaires engagés dans la restauration du bâti qui leur permettent de déduire une partie du montant des travaux. [Lire l'article](#).

#### Fondation du Patrimoine

La Fondation du patrimoine aide les propriétaires qu'ils soient des collectivités, des particuliers ou des associations, qui s'investissent pour rendre la France plus belle. Depuis sa création en 1996, la Fondation a ainsi accompagné plus de 44 000 projets de restauration, sur tout le territoire. Retrouvez ici la Fondation [en Alsace](#), [en Lorraine](#) et [en Champagne-Ardenne](#).

#### Le label Ville ou Pays d'art et d'histoire

Dans le Grand Est, 16 villes et pays sont labellisés [Ville ou Pays d'art et d'histoire](#), ainsi le Grand Verdun depuis 2024 et Bar-le-Duc depuis 2003. Il faut dire que cette dernière compte 39 édifices et 350 objets mobiliers protégés au titre des Monuments historiques. En 2016, la *ville haute* a également été classée site patrimonial remarquable. Avec la nouvelle convention 2025-2035, la ville de Bar-le-Duc poursuit ses actions pour permettre aux habitants, ces dix prochaines années, de s'approprier toujours davantage leur patrimoine. [C'est à lire ici](#).

## Subventions régionales

La Région Grand Est apporte son soutien au patrimoine non protégé ou inscrit au titre des Monuments Historiques. Si vous souhaitez mener un projet de préservation et de restauration de votre patrimoine, l'aide régionale peut aller jusqu'à 20 % du montant des dépenses éligibles. Les dossiers de demande sont à déposer avant le 15 mars 2026. Si vous n'êtes pas prêts à cette date, pas de panique, d'autres échéances sont à suivre (trois par an). [Retrouvez ici tous les détails](#) sur les projets susceptibles d'être soutenus ou au contraire exclus et sur les démarches à mettre en œuvre. Les territoires ruraux sont particulièrement concernés, dans le cadre du [Pacte pour les Ruralités](#). Contact : [patrimoines-subventions@grandest.fr](mailto:patrimoines-subventions@grandest.fr)

## Classer les marchés en plein air au patrimoine culturel immatériel français

Les marchés de plein vent sont des lieux de vie, d'échanges, de traditions et de convivialité. [Une pétition](#) est lancée pour inscrire les marchés de plein air au patrimoine culturel immatériel français. "Ce symbole changera le regard des élus", explique Monique Rubin, présidente de la [Fédération des marchés de France](#).

## La librairie indépendante: un réseau culturel de proximité

Le maintien d'un vaste réseau de librairies dans l'Hexagone a notamment été rendu possible par la loi sur le [prix unique du livre](#) (la loi du 10 août 1981, dite loi Lang), garante de la diversité éditoriale et de l'accès au livre. Elle permet en effet de bénéficier d'un prix de vente identique, où que l'on soit en France et quel que soit le lieu d'achat. Le Grand Est compte environ 150 [librairies indépendantes](#), réparties sur l'ensemble des 10 départements. Des librairies qui participent au maillage culturel du territoire et sont parfois, dans certaines communes rurales, à l'instar des bibliothèques, le seul lieu culturel de proximité. Fimes, village de la Marne et lieu de naissance d'Uderzo, le dessinateur d'Astérix, avait perdu en mai 2024 son unique librairie. 14 mois plus tard, deux libraires passionnés y ont ouvert une nouvelle librairie indépendante, "La Bulle Ludivresque". Ce projet, qui s'inscrit dans la politique culturelle de l'État en faveur du maintien d'un réseau dynamique de librairies dans la région Grand Est, a reçu le soutien de la DRAC Grand Est et de la Région Grand Est. [C'est à lire ici : rencontre avec](#) Pauline et Emmanuel.

## RURALITES

### Solidarités rurales

Le 20 novembre 2025 a eu lieu à Metz la cérémonie officielle du 34<sup>e</sup> Prix Régional des Solidarités Rurales. Celui-ci met à l'honneur des initiatives locales qui dynamisent nos territoires. Inclusion, santé mentale, actions intergénérationnelles, circuits courts ou événements culturels... autant de projets salués pour leurs impacts concrets. [Retrouvez ici les lauréats](#).

### Et si le rural inspirait l'urbain ?

La ville serait-elle le modèle de développement territorial par excellence, au détriment des territoires ruraux, comme s'ils étaient surannés ou inadaptés aux exigences modernes ? Pourtant, du fait de leurs spécificités, ceux-ci ont développé des manières d'entreprendre, de travailler, de penser les liens sociaux qui pourraient inspirer les acteurs urbains, voire les aider à se réinventer. C'est ce que montre, dans [une note](#), publiée par la Fondation Jean Jaurès, Gabrielle Halpern, docteure en philosophie. Elle souligne la capacité des acteurs ruraux à imaginer des "[hybridations](#)" (passerelles entre des mondes aujourd'hui trop souvent fermés les uns aux autres).

### Les maisons qui se fissurent

Des fissures dans les maisons, et une interminable galère pour les propriétaires victimes du retrait-gonflement des sols argileux. C'est un risque naturel grandissant, à cause des sécheresses de plus en plus fréquentes et intenses. En France, plus de dix millions de maisons individuelles sont concernées. La Meurthe-et-Moselle est l'un des départements les plus touchés et fait partie des départements pilotes dans lesquels l'Etat pourrait prendre en charge une partie des travaux. [Reportage](#).

## EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ **Projet de loi de finances 2026** : Faute d'avoir pu faire adopter un budget dans les délais constitutionnels, le gouvernement s'est résolu à présenter [une loi spéciale](#) destinée à assurer la continuité régaliennne de l'Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2026. La loi a été adoptée par le Parlement le 23 décembre et promulguée le 27 décembre 2025. Le PLF est donc remis sur le chantier début 2026. Il faut rappeler que la loi spéciale ne permet pas de mener des politiques publiques volontaristes (exemples : Ma Prime Rénov', emplois civiques...) qui restent suspendues.

La loi est complétée par [un décret, un arrêté et deux circulaires](#) publiés le 30 décembre 2025.

Le coût de la loi spéciale et de ses textes d'application restent à ce stade d'un [chiffrage non stabilisé pour 2026](#).

✓ **Le budget 2026 de la Région Grand Est**, de son côté, a été adopté le 19 décembre 2025. Il permet notamment de financer les transports scolaires, l'exploitation des lignes TER et des travaux essentiels de remise en état des lignes, mais aussi investir dans l'avenir des jeunes, accélérer les transitions, soutenir l'économie régionale et l'attractivité des territoires...

✓ **Ce qui change au 1<sup>er</sup> janvier** : Finances, logement, transports, prestations sociales, etc. *Service Public* fait le point sur [les nouveautés qui interviennent au mois de janvier](#).

✓ **Appel à projets** : La Collectivité européenne d'Alsace et ses partenaires lancent un [appel à projets](#) au bénéfice des seniors et des proches aidants. Date limite : 12 janvier 2026.

✓ **Les derniers rapports de la Cour des Comptes** : [la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie](#) ; [l'Aide à la création et à la reprise d'entreprise](#) ; [la contribution des usagers au financement des transports collectifs urbains](#) ; [la protection des consommateurs à l'ère du numérique](#).

✓ **Les derniers Avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE)** : [Reconnaître l'enfant comme le premier acteur de son éducation](#) ; 2050 : [La France face à ses défis](#) démographiques, économiques et écologiques (projet d'Avis).

✓ **Santé professionnelle** : [Surveillance des maladies à caractère professionnel en région Grand Est](#) (rapport de l'Observatoire régional de la santé).

✓ **Santé mentale** : L'Union nationale des Centres communaux d'action sociale a publié le guide [Priorité santé mentale !](#), conçu comme un outil pratique pour les élus et les professionnels.

✓ **Santé environnementale** : Une [étude](#) de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire) confirme une pollution généralisée au TFA, le plus petit des PFAS (polluants éternels), dont la présence a été décelée dans 92 % des échantillons d'eau au robinet analysés.

✓ **Le crépuscule des radios indépendantes locales** : Quarante-cinq ans après la légalisation des radios libres, nombre d'entre elles sont menacées faute de financement suffisant. Certaines antennes en appellent aux dons pour survivre. [Lire et écouter](#).

✓ **Budget des associations** : Confrontés à un contexte budgétaire devenu intenable en raison de la baisse des financements publics, *Citoyens et Territoires Grand Est* a dû se résoudre à réduire la voilure en faisant passer son effectif salarié de 8 à 2 ! Le 17 décembre 2025, l'association en informait ses partenaires par [un communiqué officiel](#).

✓ A l'occasion des 50 ans de *Migrations Santé Alsace*, l'association, qui dispose désormais également d'une antenne en Moselle (Metz), convie à deux journées exceptionnelles de rencontres et d'échanges consacrées à l'accès aux droits en santé et à l'interprétariat médical et social professionnel (29 & 30 janvier 2026 à Strasbourg). Courriel : [contact@migrationssante.org](mailto:contact@migrationssante.org)

### ✓ **Les nouvelles de l'Unaf**

Un [numéro spécial anniversaire](#) (80 ans) de la revue *Réalités familiales* ; Merci pour les familles ! ([voir la vidéo](#)) ; ["Assurance maladie : 80 ans d'engagement, et maintenant ?"](#) : retour sur la journée nationale ; la [journée nationale sur l'inclusion financière](#) ; le [webinaire thématique dédié aux Fonds nationaux de la Cnaf](#) ; Haut conseil des familles, de l'enfance et de l'adolescence (HCFEA) : [intervention au colloque : Quelle enfance en France aujourd'hui ?](#) ; [l'Unaf relaie le nouveau kit d'information parentalité de l'Assurance maladie](#).

*L'Unaf, les Udaf et Uraf,  
unis pour les familles en 2026*